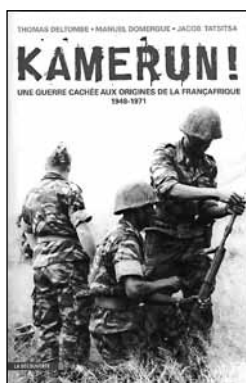


## Kamerun!, Une guerre cachée aux origines de la Françafrique, 1948-1971

Thomas Deltombe, Manuel Domergue, Jacob Tatsitsa  
La Découverte, janvier 2011  
742 pages, 25 €

**A**vec force faits et arguments, ce livre démontre à travers le cas du Cameroun que, contrairement au discours officiel sur la « décolonisation pacifique » de l'Afrique, la France n'a pas quitté ce continent en laissant ses anciennes colonies devenir indépendantes. Mais, faisant mine de partir pour mieux rester, elle a mis en place partout où elle le pouvait des régimes qu'elle contrôlait. Quitte à mener, comme au Cameroun, une guerre coloniale qui a fait des dizaines de milliers de morts. Une guerre qui a opposé les autorités françaises au parti indépendantiste de l'Union des populations du Cameroun (UPC). Le mérite de ce livre est de restituer les étapes de cette guerre, qui a commencé en même temps que celle d'Algérie et avec les mêmes méthodes, et qui a duré jusqu'en 1971. Une guerre totalement effacée, en France, de la mémoire officielle, et qui est encore un sujet tabou au Cameroun, où elle enfanta une terrible dictature.

Pendant quatre ans, les auteurs, deux journalistes, Thomas Deltombe et Manuel Domergue, et un enseignant camerounais, Jacob Tatsitsa, ont enquêté en France et au Cameroun. Ils ont retrouvé de nombreux témoins : militaires français et camerounais, combattants nationalistes, rescapés des massacres. Dans les archives, ils ont consulté des milliers de documents qui leur ont permis de reconstituer les faits. Notamment comment ont été assassinés, l'un après l'autre, les leaders de l'UPC : Ruben Um Nyobé en 1958, Félix Moumié en 1960 et Ernest Ouandié en 1971. Comment l'administration et l'armée française et ses exécutants locaux ont mené, pendant des années, une effroyable



répression : bombardement des populations, escadrons de la mort pratiquant des assassinats ciblés, lavage de cerveau pour retourner les rebelles faits prisonniers, et torture généralisée.

Plus de cinquante ans après la pseudo-indépendance accordée au Cameroun le 1<sup>er</sup> janvier 1960, cette histoire mérite d'être revisitée. C'est celle de la naissance de la Françafrique, qui a persisté sous les différents présidents de la V<sup>e</sup> République. Et aussi celle d'un régime « ami de la France » en guerre perpétuelle contre son propre peuple, d'une dictature qui a duré vingt-deux ans sous Ahmadou Ahidjo, et de près de trente sous Paul Biya, dont ce livre décrit la genèse et la mise en place. Travail indispensable pour que les Français comprennent mieux ce que masquait le consensus colonial, et que les Camerounais puissent connaître la fin de ce régime et accéder pour de bon à l'indépendance et à la démocratie.

Gilles Manceron,  
vice-président de la LDH



## Les Nouveaux Empires

Anne Salmon  
CNRS Editions, janvier 2011  
172 pages, 19 €

**L**a globalisation financière a rendu effective l'idée que quelques hommes, quelques groupes bénéficient d'un immense pouvoir, suffisant pour affronter des Etats. Les crises financières récentes n'ont rien modifié depuis l'époque où Georges Soros, via son fond d'investissement Quantum, s'attaquait à la livre britannique, menaçant la stabilité économique et sociale de la Grande-Bretagne. On sait que les fonds spéculatifs continuent de considérer les monnaies comme des cibles, que les firmes multinationales tutoient les grandes puissances, dictant parfois leur politique étrangère...

Si cette prétention à faire politique n'est pas nouvelle, la globalisation et l'exacerbation de la

concurrence qui l'accompagne lui confèrent une nouvelle dimension. Les acteurs économiques ambitionnent un rôle inédit en matière de gouvernance mondiale. Dans un contexte de désstabilisation des Etats-nations, les puissances financières internationalisées échappent de plus en plus au contrôle des peuples. Non sans réactions, lesquelles peuvent aller de la tension permanente (comme en témoignent les relations entre l'Etat chinois et les multinationales) à la réaffirmation, sur un mode optimiste, du volontarisme politique. Le succès mondial du « Yes we can » de Barack Obama témoigne d'une volonté populaire de reconquête de la souveraineté de la raison, face aux logiques financières et aux injonctions de leurs agents que sont les marchés, agences de notation et autres « hommes en gris ». Cette exigence n'est pas sans ambiguïté dans la mesure où elle ne fait pas, à elle seule, programme. Plus qu'une politique, c'est une valeur, qui peut se charger de contenus variables. Sous couvert de contenir la violence des rapports sociaux, libérée par la société de marché, d'autres offres politiques vont ainsi mobiliser la rhétorique de « l'Etat fort », ou d'une république garante d'une égalité uniformisante, et donc de façade. Dans les deux cas, le retour d'un Etat « gardien de l'ordre » peut s'amorcer au rythme du recul des libertés publiques. Cette restauration du pouvoir de l'Etat, dans une société réduite au silence, n'a rien de fatal. Il faut espérer possible la restauration d'un ordre public qui soit à la fois démocratique et porteur d'intérêt général, des institutions qui affrontent le problème de la régulation sociale sans tomber dans l'autoritarisme, des citoyens refusant de troquer leur liberté pour plus de sécurité... Autant de belles contre-attaques contre les nouveaux empires.

Pierre Tartakowsky,  
rédacteur en chef d'H&L